

ou de mouvement. Malgré quelques échanges utiles sur le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement, la session a été caractérisée par l'absence d'un sentiment d'urgence chez les participants.

Néanmoins, la Commission a effectivement un rôle important à jouer sur le plan de l'amélioration et du raffermissement de la façon dont les Nations Unies abordent les questions du désarmement. Le Canada appuie la Commission et estime que si tous les États membres s'efforçaient de jouer un rôle plus constructif dans ce processus, cette dernière pourrait apporter une contribution réelle à la délibération des questions relatives au désarmement.

La Conférence de Stockholm

La Conférence de Stockholm ou, pour la nommer par son titre officiel, la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, est issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunissant 35 nations et représente une approche unique de la négociation du contrôle des armements et du désarmement. La Conférence, qui a entamé ses travaux en janvier 1984, a pour objectif « d'entreprendre . . . , par étapes, de nouvelles mesures, efficaces et concrètes, propres à faire progresser l'œuvre de renforcement de la confiance et de la sécurité et à parvenir au désarmement . . . ». Le Canada est représenté à la Conférence par l'ambassadeur Tom Delworth.

La première phase de la Conférence est expressément consacrée à la négociation et à l'adoption d'une série de mesures de confiance et de sécurité se complétant mutuellement et destinées à réduire le risque de confrontation militaire en Europe. Ces mesures représentent une approche nouvelle et, en grande partie, non définie en matière de contrôle des armements Est-Ouest et de désarmement. Bien que le mandat stipule que les mesures de confiance et de sécurité doivent être militairement significatives, politiquement contraignantes, assorties de formes adéquates de vérification et applicables à l'ensemble de l'Europe, c'est cependant à la Conférence qu'il revient d'en déterminer la nature exacte.

Les approches de l'Est et de l'Ouest offrent à cet égard un contraste frappant. L'Ouest est en faveur d'une édification graduelle de la confiance au moyen d'un ensemble de mesures concrètes, tandis que l'Est voudrait poser au départ que la confiance existe pour ensuite la renforcer par des mesures subsidiaires et limitées.